



QUELLE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES POUR L'EMPLOI PUBLIC LOCAL ?

Une journée d'études riche en échanges

Allocution de bienvenue de M. Léonelli, Directeur de cabinet du Président, Conseiller régional, entouré de M. Ortolani, Directeur du laboratoire ERMES et M^{me} Grégory, chercheuse post-doctorale en science politique

La première journée d'études territoriales du laboratoire ERMES (Équipe de Recherche sur les Mutations de l'Europe et de ses Sociétés) et du CDG 06, s'est tenue le 16 novembre 2016, à la faculté de Droit et Science Politique de Nice.

Ce partenariat a offert aux étudiants de l'Université, une journée consacrée à ses métiers et permis aux agents de la Fonction Publique Territoriale de réfléchir à leurs pratiques, en les confrontant aux études de chercheurs confirmés et s'interroger sur la gestion des Ressources Humaines, un levier pour relever les défis managériaux, parfois au miroir des services déconcentrés de l'État. À l'heure du New public management ou de la Gestion Prévisionnelle des Ressources Humaines (GPRH), ces tendances ont-elles consacré une nouvelle conception de l'emploi public ? Quels sont les enjeux du développement des ressources humaines pour l'emploi public local ?

Devant le public attentif de l'amphithéâtre Bonnacarrère, Marc Ortolani, Directeur du laboratoire ERMES, Professeur en histoire du droit, et Pierre-Paul Léonelli, Directeur de cabinet du président Christian Estrosi et conseiller régional, ont inauguré les travaux et salué une thématique qui entre pleinement dans les missions du Centre de Gestion.

Marie-Ange Grégory, chercheuse post-doctorale en science politique, est revenue sur les spécificités de la FPT : diversité, variété des statuts, instabilité dues aux modifications de la loi du 26 janvier 1984. L'incertitude et les difficultés d'une vision sur le

long terme proviennent également de la réforme territoriale toujours sur le métier et de l'influence croissante du droit européen.

Les différentes voies d'accès à la fonction publique territoriale ont été examinées par Émilie Biland, maîtresse de conférences en science politique à l'Université de Rennes II, intervenue sur "les ambiguïtés de la sélection par concours dans la FPT".

“Quels sont les enjeux du développement des ressources humaines pour l'emploi public local ?”

Gilles Jeannot, directeur de recherche à l'École des Ponts ParisTech, s'est quant à lui penché sur les "métiers flous" : chefs de projets, agents de développement, médiateurs, chargés de mission...

En écho au recrutement par concours, Stéphane Cadiou, maître de conférences en science politique à l'Université Jean-Monnet de Saint-Étienne, a présenté les emplois fonctionnels dans les entourages politiques éclairant leur position d'interfaces entre l' élu et l'administration, entre l' élu et la société civile ou encore entre l' exécutif et l'assemblée délibération.

Les spécificités de la gestion des ressources humaines territoriales, ont été abordées par les regards croisés d'un universitaire, David Huron, maître de conférences en sciences de gestion à l'Université Nice-Sophia-Antipolis, et d'une praticienne, Laurence Malherbe, directrice des affaires juridiques de la Ville d'Antibes, vice-présidente de l'ADT Inet. Le constat initial est celui des évolutions observées : des tensions sur la masse salariale, l'introduction du résultat dans l'évaluation des agents, la question du statut, des interrogations quant au management. Les deux orateurs ont mis en parallèle enjeux humains et managériaux en fonction de trois critères : recherche de la performance, externalisation et responsabilisation.

Poursuivant sur les contraintes de réduction des coûts et d'amélioration du service, André Donzel, chercheur en sociologie au Laboratoire méditerranéen de sociologie, a présenté sa recherche sur les éboueurs marseillais. À travers le prisme d'une socio-histoire des politiques urbaines de gestion des déchets, il est revenu sur le contexte des évolutions techniques, professionnelles et économiques, et les conflits sociaux (municipalité, syndicats).

Clôturent cette journée, Olivier Quere, chercheur post-doctoral en science politique à l'ENS de Lyon, a pris l'exemple des Instituts Régionaux d'Administration.